

1/ Evolution épidémiologique

Tableau récapitulatif	
Nombre de cas confirmés	13h00 : 4 417 (+360/ la veille)
Nombre de décès	182 (+26 / la veille)
Nombre de personnes en quarantaine	25 379 (+1 530), 91 369 (-15 094) en isolement à domicile
Capacité des tests / jour	43 578 tests effectués au total

A noter que des personnels hospitaliers ont démissionné par crainte de contamination compte-tenu du manque d'équipements de protection. Le port du masque est obligatoire dans 7 départements sur 42.

2/ Mesures nouvellesSanitaires

Mise en quarantaine de la ville de Tândărei (département de Ialomita)

Prolongation pour 14 jours supplémentaires de la suspension des vols depuis vers l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie (à partir du 08/04)

Suspension pour 14 jours (à partir du 05/04) des vols vers/depuis Suisse, Pays-Bas, Autriche, Etats-Unis, Grande Bretagne, Turquie et Iran.

Les services de transport par bus depuis et vers ces pays sont également suspendus.

Des vols charter pour le transport des travailleurs saisonniers roumains à l'étranger peuvent être réalisés avec l'accord des Etats concernés.

Les chauffeurs des véhicules d'au moins 2,4 tonnes qui transportent des marchandises ne sont pas soumis au régime d'isolation à l'entrée sur le territoire, à l'exception de ceux qui ont des symptômes. Tous les conducteurs de ce type de véhicule sont obligés d'avoir des équipements de protection et une fiche qui atteste leur trajet. Des corridors routiers dédiés ont été établis pour les transporteurs en transit.

Accompagnement des agents économiques

Une ordonnance d'urgence adoptée le 4 avril établit la prise en charge (subventions) du paiement des intérêts des prêts bénéficiant d'une garantie d'état contractés par les PME et microentreprises. Ce dispositif concerne 40 000 bénéficiaires avec une limite de 800 000 € / entreprise.

Le gouvernement a adopté le 6 avril une ordonnance d'urgence officialisant le versement d'une prime de 2 500 RON (515 €) / mois au personnel médical concerné par la lutte contre la pandémie.

3/ Restriction au marché intérieur

Les exportations des médicaments, des équipements de protection et des biocides nécessaires à la prévention et au traitement COVID-19 sont interdites, à l'exception des ceux produits par des entreprises roumaines et ceux qui transitent le pays pour exportation vers d'autres pays (il s'agit de limiter les exportations opportunistes de la part d'intermédiaires non fabricants).

Depuis le 4 avril, les entreprises roumaines et les entreprises originaires des états membres ayant leur siège en Roumanie peuvent à nouveau exporter des biocides.

4/ Positions sur les dispositions européennes et vis-à-vis de l'aide extérieure

Suite à des négociations avec la Commission : réallocation de 1,16 Md EUR de fonds européens (primes aux soignants, acquisition d'équipement médical, financement du chômage technique).

La Roumanie n'est pas bénéficiaire d'aides extérieures mais au contraire s'apprête à envoyer une équipe de 10 médecins en Italie.

5/ Impact économique et financier

Raiffeisen a largement revu à la baisse sa projection de croissance, de 2,0 % à -6,0 % pour 2020, anticipant également un déficit public à hauteur de 8,5 % du PIB.

Depuis le 19 février, l'indice principal de la bourse de Bucarest (BET) a enregistré une baisse de -27 %, sur la même période le RON s'est déprécié de 1,1 % par rapport à l'Euro (désormais 1 € = 4,83 RON). Raiffeisen estime que le taux de change pourrait atteindre 1 € pour 5 RON d'ici la fin de l'année.

Le Ministère du travail a annoncé le 4 avril que plus de 950 000 contrats de travail avait été suspendus depuis le 16 mars, dont 278 408 dans l'industrie transformatrice, 188 468 dans le commerce de gros et de détail et 118 277 dans l'hôtellerie et la restauration. Par ailleurs, 187 548 contrats ont été résiliés, dont 36 783 dans le commerce de gros et de détail, 32 494 dans l'industrie transformatrice, 23 286 dans le secteur de la construction. Point de vigilance : les travailleurs revenus des autres Etats membres de l'UE récemment, estimés pour le moment à 250 000 personnes (version basse) pourraient venir augmenter le nombre de demandeurs d'emplois. Raiffeisen estime que le taux de chômage devrait s'élever à 6,2 % en moyenne annuelle et pourrait atteindre 7 % à 8 % lors des prochains trimestres.

Relation avec les IFIs : le gouvernement a annoncé le 2 avril l'activation d'une enveloppe de 400 M € de soutien préétablie par la Banque Mondiale signée en juin 2018 (programme visant à renforcer le cadre institutionnel et juridique pour gérer efficacement les impacts physiques, sociaux et fiscaux des urgences sanitaires, catastrophes naturelles et du changement climatique). Le montant servira à renforcer les services de santé locaux.